

**Les DOSSIERS**  
INSTITUT JEAN-GARON

# L'agriculture de proximité et son avenir!

André Desmarais

## Éditorial

# L'agriculture de proximité, une réalité mal cernée !

L'Institut Jean Garon a été fondé il y a quelques années en référence à ce grand ministre de l'agriculture que fut Jean Garon. On se souvient que ses initiatives et bon nombre des programmes qu'il a mis en place étaient guidés par son souci d'améliorer l'autosuffisance alimentaire du Québec.

Un des co-fondateurs et le premier président de l'Institut fut Jean Pronovost qui avait présidé la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec et, à ce titre, donné son nom au «Rapport Pronovost», base de propositions pour une agriculture plurielle, propositions qui sont pour une bonne part restées sans suite.

L'Institut s'inscrit dans cet esprit de réforme de l'agriculture québécoise et se veut un lieu de réflexion, d'échanges, de débats et de propositions sur les grands enjeux de l'agroalimentaire au Québec. Il remplit son mandat en organisant des colloques, des émissions, en rédigeant des rapports et des mémoires destinés à différentes instances. Ses responsables ont participé à l'émission «La Quotidienne agricole» proposée par le journal «La Vie agricole» au printemps dernier dans le contexte de la pandémie. Ils ont également contribué à une série d'émissions proposées par ce même journal et diffusées sur la chaîne MAtv. Au cours de l'automne, l'Institut diffuse chaque semaine une émission sur «les agricultures de demain».

Les «dossiers de l'Institut» constituent une nouvelle initiative. Il s'agira chaque mois d'apporter un éclairage sur différentes réalités du monde agricole et agroalimentaire québécois, sur des initiatives porteuses d'avenir, ou sur des productions confrontées à des problématiques particulières.

Nous avons retenu comme thématique pour ce premier dossier celle de l'agriculture de proximité, notion qui a été beaucoup utilisée au cours des mois que nous venons de vivre.

Pour beaucoup d'observateurs, comme l'indique le professeur Mundler, l'agriculture de proximité serait une agriculture située géographiquement dans la périphérie des villes et dont les produits sont tournés vers le



**Guy Debailleul**  
Co-président



**Michel Saint Pierre**  
Co-président

marché local. En ce sens, il ne s'agirait donc pas d'une réalité nouvelle.

Si on se reporte à une époque pas si éloignée, on constate que les coûts élevés du transport, l'absence de logistique en matière de chaîne du froid faisaient en sorte qu'une partie importante de la consommation alimentaire notamment en ce qui concerne les fruits et légumes, les produits laitiers ou carnés relevait d'une agriculture qui était nécessairement de proximité. On a probablement du mal à s'imaginer qu'un nombre important de fermes laitières étaient encore actives sur l'île de Montréal durant la première moitié du XXe siècle. L'effondrement des coûts de transport, les innovations technologiques dans la transformation alimentaire semblaient avoir rendu cette contrainte de proximité caduque. Il semblait qu'il était devenu inutile de s'interroger sur l'origine des produits alimentaires que nous consommons.

Mais depuis quelques années, de nouvelles préoccupations ont surgi: influencées par les inquiétudes sur le changement climatique, sur l'environnement, sur les effets sociaux et territoriaux de certaines formes d'agriculture, elles ont suscité un nouvel intérêt pour cette agriculture de proximité, comme l'explique André Desmarais dans son entrevue.

Il reste que cette agriculture de proximité reste pour le moment une réalité mal cernée par les données économiques disponibles, comme l'explique Patrick Mundler. Cependant si son importance dans notre panier alimentaire demeure encore modeste, les inquiétudes apportées par la pandémie en matière d'alimentation montrent qu'elle a une portée symbolique énorme, avec une forte capacité de mobilisation et d'initiatives sociales qui justifient l'attention qu'on lui porte.

# L'agriculture de proximité ajoute de la qualité à notre société

Avant même que la Covid ne génère un nouvel engouement pour l'agriculture de proximité, André Desmarais a pressenti son importance pour la sécurité alimentaire des québécois, la vitalité des régions et, à la limite, la qualité même de notre société.

Il était donc naturel que l'Institut Jean-Garon, pour ce dossier sur l'agriculture de proximité, se tourne vers celui qui en est sans doute le plus important en même temps que le plus improbable promoteur. Sa *Ferme des Quatre-Temps*, à Hemmingford, dans les riches terres de la Montérégie, est en effet le véritable navire amiral de cette agriculture différente, étant à la fois laboratoire, centre de formation et incubateur d'entreprises.

Première question: que vient donc faire ce grand financier international dans l'univers de l'agriculture biologique intensive qui trace vaillamment son chemin aux côtés de la «grosse» agriculture traditionnelle? La bougie d'allumage est venue de la naissance de son premier petit fils et de sa conviction que l'accès à une alimentation de qualité risquait d'être drôlement compliqué à l'avenir. Ses préoccupations pour l'alimentation, la santé et une certaine inquiétude pour l'avenir de notre société ont achevé de le convaincre de s'investir dans l'agriculture de proximité.

Mais que faire? Il s'est vite rendu compte qu'il n'était pas fait pour jouer lui-même au *gentleman farmer* mais il a été allumé par l'enthousiasme qu'il voyait dans les yeux des jeunes horticulteurs

en herbe engagés sur sa ferme. Tous rêvaient de leur petit lopin de terre, mais ils n'avaient que leurs talents et leurs bras pour le réaliser alors que cela prend un minimum de fonds, ne serait-ce que pour apprendre et vivre ses premières expériences. Il s'est dit qu'il pourrait faire une différence en mettant en mouvement, grâce à sa fortune, une grande roue dont le but ultime serait la création par essaimage d'une centaine de fermes biologiques intensives de proximité. Il est convaincu qu'elles pourraient faire vivre honorablement autant de jeunes familles le plus souvent en région.

Mais comment faire? C'est là que l'histoire de la *Ferme des Quatre-Temps* prend une tournure très spéciale qui l'a menée de David Rockefeller, multimilliardaire, grand ami et mentor de M. Desmarais, à Jean-Martin Fortier, spécialiste de renommée internationale de l'horticulture biologique intensive. Il faut savoir que M. Rockefeller, décédé en 2017 à l'âge de 102 ans, avait créé dans son domaine de Pocantico Hill, en banlieue de New York, la ferme *Stone Barn* ([www.stonebarn.org](http://www.stonebarn.org)), considérée comme la référence nord-américaine en agriculture écologique dite régénératrice. Lorsque M. Desmarais l'a consulté, David Rockefeller l'a mis en contact avec Eliot Coleman, l'auteur du best-seller *Des*

Par Simon Bégin



*légumes en hiver et sommité en matière d'horticulture en milieu nordique. Ce dernier lui a conseillé de s'adresser à un certain Jean-Martin Fortier, fondateur avec sa conjointe de la ferme *Les Jardins de la Grelinette*, à Saint-Armand, non loin de... Hemmingford.*

C'est ainsi qu'a commencé la relation entre le milliardaire et le jardinier, une rencontre unique au Québec entre le grand mécénat et l'agriculture biologique. Pour la petite histoire, Jean-Martin Fortier et sa conjointe ont d'abord refusé catégoriquement de s'associer à un milliardaire qui, pensaient-ils, voulait jouer au fermier. C'est quand ils ont compris les véritables intentions de M. Desmarais que le déclic s'est fait.

André Desmarais ne tient pas le compte exact des jeunes pousses issues de la *Ferme des Quatre Temps* mais il est convaincu que son objectif de cent nouvelles fermes de proximité en dix ans sera dépassé. Les ventes de légumes de la ferme augmentent année après année et la classe de maître donnée par Jean-Martin Fortier sur internet génère beaucoup d'intérêt un peu partout sur la planète?

*Suite à la page suivante →*

Ce texte est le compte-rendu d'une entrevue menée par les coprésidents de l'Institut Jean-Garon avec André Desmarais en juillet dernier.

## *La Ferme des Quatre temps en quelques chiffres*

**60**

acres de pâturages permanents intensifs pour le cheptel de bœufs et de poules



**8**

acres de production maraîchère bio-intensive



**160**

acres de terre à Hemmingford en Montérégie

**40**

acres d'îlots boisés pour le troupeau de porcs qui y séjourne en rotation

Un laboratoire **ferme-cuisine** pour la transformation et la création de charcuteries et saucisses artisanales

**SUIVEZ CHAQUE LUNDI MIDI**  
**sur GARON.TV ET LVATV.CA**  
la Quotidienne agricole et agroalimentaire  
sur les nouveaux modèles agricoles



Animée par  
Simon Bégin et  
Guy Debailleul

Est-ce facile ? Non, répond André Desmarais. «C'est extrêmement complexe et j'ai beaucoup d'admiration pour les jeunes qui font ça... sans grand moyen, sans gros tracteur», affirme-t-il. Pour lui qui manipule les millions, ces jeunes qui aspirent à un revenu de 50 000 \$ à 75 000 \$ par année sont tout le contraire de «losers». Ils constituent une partie importante de la réponse aux défis que posent l'environnement, la sécurité alimentaire et la vitalité des régions. Chose non négligeable, ils redécouvrent et nous font redécouvrir la dignité du métier de fermier.

#### **Pas de subvention, mais de l'électricité abordable et des lois plus souples**

Tout au long de notre entretien, André Desmarais insistera sur une chose : pas question pour lui de dénigrer la «grosse agriculture» pour valoriser l'agriculture de proximité. Les deux ont leur place pour nourrir le Québec, surtout depuis que la pandémie a montré la fragilité de nos chaînes d'approvisionnement.

«Qui nous dit qu'il n'y aura pas une autre Covid, encore plus grave celle-là, qui amènerait la fermeture totale de la frontière américaine». Selon lui, le Premier ministre a dû être frappé par la vulnérabilité du Québec sur le plan alimentaire et il va devoir faire quelque chose.

«Tout le monde va vouloir un programme de subvention. Moi, mon objectif avec la *Ferme des Quatre-Temps*, c'est de ne pas avoir besoin de programme, car c'est cela la vraie liberté». André Desmarais a été abasourdi par la complexité des lois et des règlements en agriculture au Québec, surtout en production et en transformation animale, lui qui en a pourtant vu d'autres.

Par contre, il attend deux choses du gouvernement : des tarifs d'électricité abordables pour les producteurs horticoles, gros comme petits, et un assouplissement aux règles qui restreignent l'accès à l'agriculture, à la terre comme au droit de produire.

En permettant de prolonger la saison de production de trois semaines à chaque bout, des tarifs abordables feraient toute une différence si on estime le potentiel de revenus à 10 000 \$ par semaine pour une ferme de proximité établie. Il est convaincu que, pour un même volume d'électricité consenté à rabais à une grosse entreprise de 500 employés, on créerait beaucoup plus d'emplois et d'une façon beaucoup mieux répartie dans les régions.

Pour ce qui est de l'accès aux productions sous gestion de l'offre, André Desmarais ne veut surtout pas casser le système, car il estime qu'il est essentiel pour l'agriculture établie, mais il doit évoluer. «C'est complètement fou de ne pas pouvoir acheter une vache au Québec ni de la déplacer où on veut», affirme-t-il. De même, la difficulté, sinon l'impossibilité, pour un jeune fermier de proximité d'acheter seulement les quelques hectares dont il a besoin plutôt que toute une terre, cela en raison des exigences de la Loi sur la Protection du territoire et des activités agricoles, est un verrou qui devrait sauter.

Selon André Desmarais, les temps sont mûrs pour des changements, car le phénomène de l'agriculture biologique de proximité a aujourd'hui beaucoup plus d'importance qu'en 2008, au moment où le Rapport Pronovost a fait des recommandations en ce sens.

De David Rockefeller à Jean-Martin Fortier, les circonstances ont fait que l'agriculture biologique de proximité au Québec a l'appui d'un grand mécène. L'Institut Jean-Garon tient à souligner cette contribution et ne peut que souhaiter que, pandémie aidant, les planètes s'alignent entre ce genre d'initiatives privées, l'action gouvernementale et les lieux de pouvoir de l'agriculture industrielle afin d'ouvrir les vannes à l'agriculture de proximité.

Rendre possible le rêve de tous ces jeunes tout en contribuant à notre sécurité alimentaire et à la vitalité des régions, est-ce trop demander ?



**L'agriculture de proximité a aussi la possibilité de rendre heureux comme le suggère cette image de la jeune équipe de Jean-Martin Fortier.**

# **Les bons coups de Jean Garon**

Bien peu de personnes peuvent se vanter d'avoir «bouché» Pierre-Élliott Trudeau, brillant, mais tellement arrogant ancien premier ministre du Canada. C'est pourtant ce qu'a réussi Jean Garon en décembre 1978, lors d'une conférence des premiers ministres à Ottawa.

**Par Simon Bégin**

Du même coup, il a sauvé ce qui est un des plus gros morceaux de la juridiction québécoise en matière agricole, soit la capacité du Québec de soutenir comme il l'entend et selon ses propres priorités les revenus de ses producteurs agricoles.

La volonté fédérale d'établir un programme panafricain de stabilisation des prix agricoles était à l'ordre du jour. Son adoption aurait signifié la fin du régime québécois de stabilisation des revenus agricoles, pièce maîtresse de la politique d'autosuffisance alimentaire de Jean Garon. Il faut savoir que la stabilisation des prix et celle des revenus sont deux choses bien différentes.

M. Lévesque a demandé à M. Garon de l'accompagner pour défendre la position québécoise face au ministre fédéral Eugene Whelan. Le moins qu'on puisse dire est que la rencontre fut épique.

#### **La ferme «moyenne» canadienne**

Toute la stratégie fédérale reposait sur la définition d'une ferme «moyenne» canadienne qui aurait servi à établir le niveau de soutien des prix d'un océan

à l'autre. Après l'intervention de M. Whelan, M. Garon lui a tout simplement demandé quelle ferme canadienne servirait de modèle : un verger de la Vallée de l'Okanagan en Colombie-Britannique, un ranch d'éleveur de bœuf de l'Alberta, une terre à blé de 2000 hectares en Saskatchewan, un parc d'engraissement de 2000 têtes en Ontario, une ferme laitière du Québec ou un producteur de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. Le ministre fédéral a balbutié une réponse, mais l'évidence sautait aux yeux : la ferme «moyenne» canadienne n'existeait tout simplement pas.

C'est alors que Trudeau est intervenu pour défendre son ministre en se lançant dans une savante explication du partage des pouvoirs en agriculture prévu dans la Constitution canadienne.

Jean Garon qui, par le fait même, était devenu l'interlocuteur du premier ministre plutôt que de son vis-à-vis ministre, a alors rétorqué qu'on ne parlait pas de constitution, mais de l'existence ou pas d'une ferme canadienne

À chaque parution, Simon Bégin, ancien attaché de presse de Jean Garon, rappellera un des bons coups de ce dernier au cours de sa longue carrière politique



«moyenne». Il lui a ensuite asséné le coup de grâce qu'on retrouve à la page 207 de ses mémoires :

*«Le fédéral me fait penser à un jeune veau qui sort de l'étable pour la première fois au printemps, la queue raide, et qui ne sait pas où se garrocher». Découragé, Pierre-Elliott Trudeau est passé à un autre sujet et le régime fédéral proposé n'a jamais vu le jour.*

Lors du cocktail qui a suivi la conférence, Pierre Trudeau aurait dit à René Lévesque : *«Plus jamais vous ne reprendrez à parler d'agriculture avec Garon.»*

Ce fut la première, mais non la dernière victoire de Jean Garon dans sa défense de l'autonomie québécoise en matière agricole face aux velléités fédérales de centralisation.



# L'agriculture de proximité : un portrait à préciser

Nous avons rencontré le professeur Patrick Mundler, un des principaux spécialistes québécois de l'agriculture de proximité afin de tenter de brosser un portrait de cette réalité en émergence.

La première chose qui se dégage des propos du professeur Mundler est que ce portrait est pour le moins imprécis.

## Mais d'abord, qu'entend-on par «agriculture de proximité»?

*P. Mundler*: Un rapide tour d'horizon des usages du mot nous renvoie souvent vers la ville. L'agriculture de proximité serait alors une agriculture située géographiquement dans la périphérie des villes et dont les produits sont tournés vers le marché local.

Pour certains, dont les membres de la Coopérative pour l'Agriculture de Proximité Écologique (CAPÉ), l'agriculture de proximité réfère à une agriculture dont la mise en marché s'opère en circuit court, directement au consommateur ou avec un seul intermédiaire (épicerie ou restaurant). Elle l'associe à de la production biologique.

L'agriculture de proximité a donc une double dimension, géographique et relationnelle. Il demeure que son objectif premier est de nourrir la communauté qui l'entoure. Autre caractéristique partagée, les fermes de proximité sont généralement diversifiées par les produits qu'elles offrent, soit bruts, soit transformés à la ferme.

## Quelle est aujourd'hui la contribution de l'agriculture de proximité à l'agriculture québécoise?

*P. Mundler*: Il est extrêmement difficile de répondre à une telle question dans la mesure où l'agriculture de proximité n'est pas une catégorie statistique. Elle est souvent confondue avec les petites fermes, nombreuses au Québec.

En 2016, dernière année de recensement par Statistique Canada, plus de 11,000 fermes avaient en effet un chiffre d'affaires brut de moins de 50 000\$, soit plus de 37 % du total. Mais ce critère demeure imprécis car de petites fermes peuvent vendre sur les marchés nationaux et une grande ferme pratiquer une agriculture de proximité.

Une autre donnée peut nous aider mais là aussi, elle manque de précision. En 2016, première année où cette question a été posée, 5459 fermes québécoises ont déclaré faire de la vente directe, soit 18,8 % du total. Majoritairement, ces ventes se font directement à la ferme comme le montre la figure I.

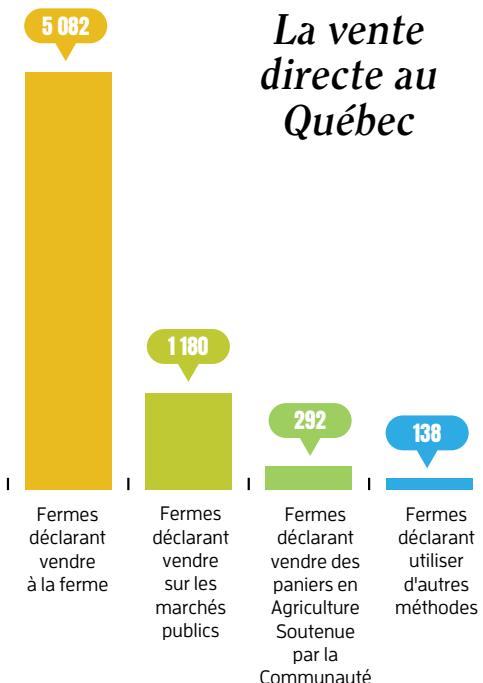


Figure I. La vente directe au Québec (recensement de l'agriculture de 2016)

Source : Statistique Canada. Tableau Fermes déclarantes de produits vendus directement aux consommateurs dans l'année civile précédant le recensement.

Mais là encore, ce nombre est trompeur. Beaucoup de ces fermes peuvent être spécialisées et majoritairement orientées vers une production destinée aux marchés nationaux et internationaux et vendre néanmoins quelques sacs de pomme de terre ou quelques poulets à des voisins.

Dans une étude antérieure et sur trois territoires particuliers, nous avions estimé que les fermes en circuits courts représentaient 2,16 % du produit brut de l'agriculture locale. Mais nous manquons de données pour extrapoler sans risque ce chiffre à l'ensemble du Québec.

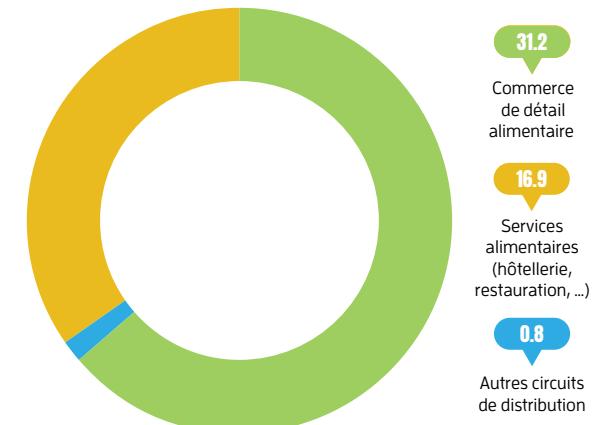


Figure 2: La répartition de la demande alimentaire au Québec en 2018 (en milliards de \$ CAD)

Source MAPAQ, Bioclips vol. 27, n° 18, 21 mai 2019.

Enfin, on peut se demander quelle est la contribution de l'agriculture de proximité à la consommation alimentaire des québécois estimée à 48,9 milliards de dollars en 2018 répartie entre les magasins alimentaires, les services alimentaires et une catégorie «autres» qui comprennent notamment les marchés publics, les kiosques à la ferme et les paniers maraîchers biologiques. Mais on ne peut déterminer au sein de ces 8 % quelle est la part seule des fermes de proximité.

En extrapolant toujours, ces 800 millions de dollars représenteraient donc 1,6 % de la demande alimentaire de la province, 2,5 % si on exclut les services alimentaires. Mais là encore, il manquerait les ventes effectuées par des fermes de proximité à des épiceries ou des restaurateurs (vente indirecte), puisque ces ventes se trouvent prises en compte dans les données concernant les épiceries ou la restauration. Or pour certains secteurs comme la viande et les fromages, la part de ces ventes est importante pour les fermes.

## Au final, que retenir de la place de l'agriculture de proximité?

Sa contribution économique reste sans doute modeste, mais son apport plus symbolique est important. Autour d'elles émergent diverses innovations sociales et organisationnelles, ses défenseurs lui attribuent plusieurs bénéfices sociaux et environnementaux pour les communautés et la vitalité des territoires ruraux.

Alors que la relève reste un problème pour de nombreuses fermes, elle suscite une vague de projets portés par des personnes de tous horizons qui se lancent malgré les embûches réglementaires rappelées par André Desmarais dans ces pages. Comme point d'attention et de référence, elle a le potentiel de favoriser une transition progressive de l'agriculture québécoise afin que cette dernière renoue avec ses territoires et ses communautés.

Retrouver l'intégrale du texte de Patrick Mundler sur le site [www.institutjeangaron.com](http://www.institutjeangaron.com)